

# «Nos manières d'être musulmans nous

Une religion existe, non pas simplement par le seul effet de ses textes, mais par les manières de croire de ses adeptes. Nos manières de croire, c'est-à-dire nos manières d'être musulmans, nous ont souvent empêchés de progresser, d'aller de l'avant, de participer au développement des sciences modernes et de la technologie. Il ne sert à rien de rappeler que les musulmans ont connu au Moyen-Âge une période faste dans l'histoire de leur civilisation, en particulier dans le domaine des sciences et de la technologie. Cette nostalgie du souvenir ne constitue qu'un soulagement superficiel à nos cœurs blessés. On peut la hurler sur tous les toits, comme le font aujourd'hui les extrémistes du nationalisme arabe ou les salafistes, nous n'avancerons pas mieux. Nos cœurs sont blessés, précisément parce qu'il est évident, pour tous, que le monde arabe et, en grande partie, le monde musulman sont placés en marge des grands flux de l'histoire moderne. Notre apport au développement de la civilisation mondiale, aujourd'hui, est quasiment nul. Nous n'avons rien fait des ressources naturelles immenses qui sont les nôtres, en particulier la manne pétrolière, nous n'avons rien fait des fortunes colossales qui s'entassent sur nos territoires, nous n'en avons rien fait d'autre que dilapidation, consommation de luxe, exportation de causes perdues, financement d'un impérialisme



Yadh Ben Achour en compagnie de Béji Caïd Essebsi.

condition que «faire du moderne» ne se limite pas aux discours et à la propagande.

**Imaginons que le système démocratique dans votre pays soit menacé par une évolution intempestive du processus en cours. Considérez-vous que l'armée doive s'impliquer pour garantir l'achèvement de la transition démocratique ou, au contraire, devrait-elle s'interdire, absolument, toute tentative d'ingérence dans le champ politique ?**

Jusque-là, l'armée s'est entièrement engagée pour assurer la survie de la nation. Elle a tout d'abord refusé de tirer sur la population en révolte,

ce qui lui a valu un immense prestige. Au cours des semaines qui ont suivi le 14 janvier, elle a assuré la sécurité publique avec l'aide de la population. Elle a ensuite protégé nos frontières menacées. Elle s'est occupée des camps de réfugiés. Elle est intervenue et continue d'intervenir chaque fois que l'ordre public est dangereusement menacé ou perturbé. Toutes ces actions, qu'on le veuille ou qu'on le réprouve, constituent des actes hautement politiques. Il serait erroné et même naïf de croire qu'une armée comme la nôtre, dans une période transitoire aussi difficile qu'imprévisible, devrait s'interdire, absolument, comme vous dites, toute tentative d'ingérence dans le champ politique. Dans ce domaine, il n'y a pas d'absolu. Ce que l'armée a jusque-là refusé de faire, avec raison, c'est de s'ingérer dans ce que l'on pourrait appeler la politique politicienne, c'est-à-dire le rapport entre le gouvernement et les forces politiques actives, notamment les partis politiques, la préparation des élections à l'assemblée

une menace mortelle pour la nation, l'armée ne peut regarder les choses en se croisant les bras. Ce serait irresponsable. Précisément, plusieurs forces aussi bien visibles que souterraines cherchent à provoquer ce type de situation catastrophique. Le peuple tunisien et les acteurs politiques, quelles que soient leurs tendances, doivent précisément être assez conscients pour éviter que se produise un tel scénario. Toutes les forces politiques doivent aller vers les élections, la main dans la main, avec la ferme volonté de réussir l'élection de l'Assemblée, ainsi que le déroulement normal de ses travaux, jusqu'à la promulgation de la nouvelle Constitution. Les partis devraient agir en ce sens. Certains partis malheureusement ne font que s'agiter comme des marionnettes. C'est ainsi que nous pourrions éviter le cataclysme politique et laisser l'armée exercer sa fonction naturelle, celle de

défendre le territoire et la population contre l'ennemi extérieur. Certains pensent que ce moment crucial est déjà advenu. Un colonel à la retraite a même proposé dans un article récemment publié la constitution d'un Conseil supérieur de la révolution dirigée par un état-major de sécurité nationale qui serait, d'après ses propres propos, à la fois le bras armé de la révolution, du gouvernement provisoire et de l'Etat. En sommes-nous là ? Je ne le crois pas, pour l'instant. Je voudrais quand même observer que cette solution présente des inconvénients majeurs. Premièrement, elle constituerait une rupture radicale avec notre tradition constitutionnelle concernant les rapports de l'armée et du pouvoir civil. La Tunisie a toujours été l'un des très rares pays arabes à ne pas être gouverné par les militaires. En Egypte, c'est le contraire. L'armée gouverne depuis 1952 et la révolution n'a rien changé à cette situation spécifique à l'Egypte. Deuxièmement, elle risquerait de desservir l'armée elle-même qui va, par cette politisation à outrance, perdre le crédit qui est le sien actuellement. La politique, par certains aspects, est compromettante. Les partis politiques ne le craignent pas, cela fait partie de leur métier, en quelque sorte. Cet aspect est le plus pénible à supporter dans la vie publique. En s'engageant dans la politique, l'armée risque de perdre ses vertus cardinales, notamment sa crédibilité et son autorité morale. Par ailleurs, la solution militaire risque toujours de créer encore plus de problèmes qu'elle n'en résout. Regardez les difficultés — voire même les échecs — avec lesquelles l'armée égyptienne gère les affaires du pays. Il ne faut pas croire

que par la simple ingérence de l'armée dans la vie politique, tous les problèmes sont réglés. Il n'est même pas sûr que celui de l'ordre public le soit. C'est donc un énorme risque pour tous que l'armée s'engage, dès à présent, dans la vie politique du pays. Mais en politique il ne faut jamais être animé par des dogmes. L'idée politique, l'action politique, dépendent de l'état des lieux, des circonstances, de l'environnement international, de l'état psychologique du peuple, de son économie, de ses revendications sociales. Comme je vous le disais tout à l'heure, si nous arrivons à une véritable situation de blocage et de paralysie, il n'y a plus à se poser des questions. L'intervention de l'armée devient alors un acte de patriotisme, parce que le bien commun de la nation doit être placé au-dessus de toute autre considération et de toute autre sensibilité politique. Ceci étant, l'armée doit garder sa tunisianité.

**Le système mis en place par l'ancien président Ben Ali reposait sur la toute puissance de redoutables appareils de sécurité placés sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, en fait, du chef de l'Etat directement. Les autorités provisoires en Tunisie semblent être confrontées à un double défi. La nécessité, d'une part, de réformer ces appareils qui sont, totalement, imprégnés de culture dictatoriale, l'obligation, de l'autre, de disposer d'instruments opérationnels pour faire face aux menaces objectives qui pourraient affecter l'ordre public, voire l'intégrité territoriale du pays. Comment devrait être résolu ce dilemme ?**

Il est vrai que les forces de sécurité ont été imprégnées de «culture dictatoriale»,

**Nous n'avons rien fait des ressources naturelles immenses qui sont les nôtres, en particulier la manne pétrolière, nous n'avons rien fait des fortunes colossales qui s'entassent sur nos territoires.**

comme vous dites. Cette culture est une culture de la violence, de la torture, et de l'oppression. Cela ne veut pas dire qu'elles le resteront à jamais. La réforme des services de sécurité exige beaucoup de doigté, de prudence et de sagesse. Il faut poursuivre les responsables de crimes. Mais d'un autre côté, il faut, comme d'ailleurs pour les agents du ministère de l'Intérieur qui s'occupaient des élections, changer la perspective et le regard de l'ensemble de ces agents de l'Etat.

Il faut réformer les services de sécurité pour en faire une police au service de la loi et de la république. Il faut réformer la mentalité des agents chargés des collectivités locales et de l'administration régionale pour qu'ils s'imprègnent des exigences d'une démocratie qui ne sont pas celles de la dictature. Il est heureux que le gouvernement ait nommé un ministre chargé de cette réforme. Cela demandera du temps. Mais le défi sera relevé.

**La promotion du rôle de la femme, consacré depuis l'ère du Président Bourguiba, vient d'être consacrée, de manière spectaculaire, par la Haute Instance qui a instauré la parité hommes-femmes dans le fonctionnement démocratique de la Tunisie. Avec l'assentiment d'Ennahdha, faut-il le souligner. Il n'existe, selon vous, aucune menace sur la pérennité de ce principe ? Sera-t-il constitutionnalisé pour éviter toute éventuelle contestation ?**

**On ne commence pas une carrière politique à 66 ans. Je n'ai pas les aptitudes pour cela et je ne vois pas pour quelle raison je continuerai à devoir supporter certaines têtes farcies de crème ou de paille.**

de bas étage. Nous pouvons nous lamenter, demander vengeance, pleurer, hurler, crier «à mort les traîtres et les partisans de la normalisation», pratiquer le terrorisme qui, par définition, est une guerre perdue d'avance, tout cela ne changera rien à la situation. Actuellement, nous sommes, par notre propre faute, dans le clan des civilisations mineures. Nous ne pouvons être grands, parce que, par étroitesse d'esprit, manque d'intelligence et sens de la vraie politique, nous nous refusons les moyens et les méthodes pour l'être.

L'espoir, par conséquent, n'a devant lui qu'une seule issue. Tout en s'attachant à nos valeurs culturelles et religieuses, il faut radicalement, au plus profond, réformer nos modes de pensée et de croire. Il faut diffuser cette idée que notre destin est entre nos mains, à condition qu'on fasse un effort colossal pour admettre que là où il y a opposition entre notre patrimoine culturel et religieux et la modernité politique ou scientifique ou philosophique, cette dernière doit prévaloir. Il faut renoncer à tous nos archaïsmes et trouver une belle synthèse entre l'aspect humaniste de notre patrimoine et l'esprit des temps modernes.

Ce n'est pas avec des salafismes étroits et des nationalismes revanchards exacerbés que nous arriverons à résoudre nos problèmes. La «deuxième Fatiha» constitue un appel en ce sens. Elle cherche à mettre en relief l'humanisme de notre patrimoine culturel et religieux au service de la modernisation de notre pensée, condition de la modernisation de notre civilisation matérielle. Faire du moderne avec le Coran, cela est possible, mais à

**La démocratie fait partie de la constitution psychique de l'être humain. C'est précisément par des systèmes éducatifs déficients ou des systèmes juridiques archaïques que nous finissons par détruire l'instinct démocratique qui se trouve au fond de chacun de nous.**

constituante ou, plus tard, les élections elles-mêmes et les grandes décisions politiques qui seront prises alors par l'assemblée constituante et le gouvernement. C'est à ce niveau que l'armée doit observer la plus stricte neutralité. Evidemment, si, par malheur, le processus démocratique venait à être menacé dans son existence même, par une crise politique majeure qui bloquerait les institutions, paralyserait la vie du pays, constituerait